

Contribution de la société OUTREMER TELECOM à la consultation publique lancée par l'ART le 8 décembre 2004 relative aux huit projet de décisions concernant l'analyse des marchés de terminaison d'appel sur les réseaux mobiles dans les départements d'Outre-Mer.

Dans le cadre de la consultation publique lancée par l'ART relative aux huit projets de décisions issus de son analyse des marchés de la terminaison d'appel sur les réseaux mobiles en Outre-Mer, la société OUTREMER TELECOM souhaite apporter la présente contribution. OUTREMER TELECOM estime en effet insuffisante et opaque l'obligation de baisse des tarifs imposée par l'ART à Orange Caraïbe au terme du projet de décision n°04-1017.

OUTREMER TELECOM relève en particulier un manque de transparence des coûts retenus par l'ART pour justifier les obligations tarifaires *ex ante* imposées à Orange Caraïbe (1) alors qu'un faisceau d'indices conduit à considérer que les tarifs de terminaison d'appel d'Orange Caraïbe ne sont pas orientés vers les coûts (2) et qu'en conséquence les opérateurs tiers sont dans l'incapacité de proposer des offres concurrentes alternatives sur le marché de détail (3).

1. L'absence de transparence des coûts retenus par l'ART pour justifier les obligations tarifaires imposées à Orange Caraïbe

En vertu du considérant 16 de la directive « accès » « *la **transparence** des modalités et conditions relatives (...) à la **tarification** permettent de convaincre les acteurs du marché que les conditions dans lesquelles un service précis leur est fourni ne sont pas discriminatoires* ».

Or, le projet de décision n°04-1017 manque à cette obligation de transparence en ce qu'il ne fournit aucun des coûts ou modélisation(s) retenus par l'ART pour justifier que la baisse tarifaire pluriannuelle de 20% imposée à Orange Caraïbe réponde à l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts.

Il convient à cet égard de rappeler que le considérant 117 des lignes directrices de la Commission sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché prévoit que « (...) l'ARN doit inclure dans sa décision une **justification** des mesures qu'elle propose au regard des objectifs de l'article 8 et expliquer en quoi ces décisions doivent être considérées comme proportionnées ».

Or, l'ART se contente de préciser que « les éléments de coût d'Orange Caraïbe dont l'Autorité dispose sont soumis au secret des affaires et sont donc présentés en Annexe D, **qui ne sera pas rendue publique** » (page 8 du projet de décision n° 04-1017).

L'ART ne rend publics que des principes généraux à partir desquels il est impossible d'avoir une idée précise sur les coûts retenus. Il est par exemple impossible de vérifier si les coûts supportés par Orange Caraïbe pour lancer ses services GPRS ont ou non été considérés comme rentrant dans la catégorie des « équipements permettant la fourniture de services complémentaires » définie à la page 45 du projet de décision précité. Si tel était le cas, OUTREMER TELECOM ne manquerait pas de dénoncer la prise en compte de tels coûts

totalelement décorrélés de la prestation d'interconnexion. De nombreux autres exemples pourraient illustrer l'impossibilité de commenter utilement la décision de l'ART en l'absence de transparence sur les modalités de calcul des coûts.

L'Autorité se réfère par ailleurs à des « *facteurs de coûts supplémentaires* » ou encore à des coûts « *légèrement supérieurs* » (page 8 précitée) dans les DOM à ceux de Métropole sans qu'aucun raisonnement étayé ou explication fondée sur des éléments objectifs précis ne soit développé à l'appui de telles affirmations.

Dès lors, rien ne garantit aux opérateurs comme OUTREMER TELECOM souhaitant pouvoir s'interconnecter au réseau d'Orange Caraïbe pour terminer les appels de leurs abonnés à destination de ceux d'Orange Caraïbe que la charge de terminaison d'appel qui leur sera facturée reflètera les coûts réellement supportés par Orange Caraïbe et qu'elle ne constituera pas pour cette dernière un avantage illégitime, contraire au principe d'efficacité économique.

Il résulte de ce qui précède qu'OUTREMER TELECOM se trouve dans l'impossibilité de critiquer objectivement le montant de la charge de terminaison d'appel d'Orange Caraïbe retenu par l'ART pour les trois années qui viennent alors même qu'à l'évidence ces tarifs restent encore largement surévalués au regard des coûts réellement supportés.

2. Un faisceau d'indices conduisant OUTREMER TELECOM à considérer que les tarifs de terminaison d'appel d'Orange Caraïbe ne sont pas orientés vers les coûts.

2.1. Les niveaux des tarifs *on net* d'Orange Caraïbe laissent penser que les coûts pertinents supportés par cette dernière sont inférieurs.

L'ART ne peut faire abstraction des pratiques de différenciation tarifaire élaborées par Orange Caraïbe entre les appels *on net* et le niveau de charge de terminaison d'appel.

En effet, alors que le prix d'un appel « *on net* » peut être facturé 12 c€ HT/min¹, le prix de la terminaison d'appel facturé aux opérateurs tiers est de 22 c€ HT/min, soit un différentiel de près de 85 %.

Or il n'est guère contestable que les coûts de revient pour l'acheminement d'un appel *on net* ou d'un appel entrant sur son réseau sont quasiment équivalents pour Orange Caraïbe. Cette analyse est d'ailleurs confirmée par l'ART à l'occasion de l'examen de la formation et de l'allocation des coûts de réseau (page 25 du projet de décision n°04-1017)².

Dès lors, deux hypothèses peuvent être envisagées :

- 1) le tarif de terminaison d'appel facturé par Orange Caraïbe aux opérateurs tiers est orienté vers les coûts. Dans ce cas, les tarifs « *on net* » inférieurs de 85% aux coûts réellement supportés par Orange Caraïbe traduisent une pratique de prix prédateurs de la part d'Orange Caraïbe, opérateur dominant aux Antilles, qu'il appartient au Président de l'ART de dénoncer en saisissant le Conseil de la concurrence sur le fondement de l'article L36-10 du code des postes et communications électroniques,

¹ **[OUTREMER : à compléter avec la référence à l'offre d'Orange Caraïbe qui contient ce tarif]**

² « Les coûts de réseau peuvent être alloués en utilisant une matrice de facteurs d'usage entre macroéléments et types d'appel. Certains de ces facteurs sont objectifs, comme le nombre de boucles locales empruntées par un appel on-net ou une terminaison d'appel »

- 2) le tarif « *on net* » de 12 c€ HT/min inclut les coûts pertinents réellement supportés par Orange Caraïbe, voire permet à cette dernière de réaliser une marge : preuve est alors faite que le tarif de terminaison d'appel, loin d'être orienté vers les coûts, permet ainsi à Orange Caraïbe de dégager une marge indue que ne manqueront par de répercuter les opérateurs tiers sur leurs tarifs de détail, et ce au détriment des consommateurs finaux.

La deuxième hypothèse est celle qui paraît la plus probable à OUTREMER TELECOM.

2.2. Rien ne justifie que les coûts d'Orange Caraïbe soient supérieurs à ceux d'Orange France

2.2.1. Sur la base des éléments d'analyse fournis par l'ART, rien ne permet de conclure que les coûts d'Orange Caraïbe dans la zone « Antilles-Guyane » sont supérieurs à ceux d'Orange France en métropole. Qu'il s'agisse d'Orange France ou d'Orange Caraïbe, l'ART retient la même méthode d'examen des coûts et n'apporte aucun élément supplémentaire justifiant ainsi la différence de niveaux de terminaison d'appel entre ces deux réseaux.

L'ART en convient elle-même en soulignant dans son projet de décision n°04-1017 (page 8) que même s'il « *peut exister des facteurs de coûts supplémentaires à ceux de la métropole* », néanmoins « *il existe aussi des facteurs de réduction de coûts. Ainsi les parts de marché en parc d'abonnés d'Orange Caraïbe (83%) et de SRR (72%) sont très nettement supérieures à celle des opérateurs mobiles de métropole (Orange France détient 50% de parts de marché).*

Dès lors que l'Autorité affirme par ailleurs que « *les niveaux de coûts fournis par Orange Caraïbe (...) pour l'année 2002 (...) ne sont que légèrement supérieurs à ceux estimés pour Orange France (...) pour la même année* », l'imposition d'un prix moyen de terminaison d'appel pour 2005 inférieur ou égal à 20,56 c€/min HT pour Orange Caraïbe et inférieur ou égal à 12,50 c€/min HT pour Orange France, soit un différentiel de près de 65%, apparaît totalement incohérente.

2.2.1. OUTREMER TELECOM invite par ailleurs l'ART à ne pas exclure de son analyse des coûts réellement supportés par Orange Caraïbe, les éléments suivants :

- Orange Caraïbe est le premier opérateur mobile sur la zone Antilles-Guyane.
- Orange Caraïbe a déjà pu amortir ses coûts, ayant déployé son réseau de téléphonie mobile et proposant des offres de services de téléphonie mobile depuis septembre 1996³.
- Orange Caraïbe utilise les infrastructures existantes de France Télécom ; ainsi par exemple les MSC d'Orange Caraïbe sont placées sur les sites de France Télécom. De même, Orange Caraïbe utilise le backbone de France Télécom.

³ Dans son communiqué de presse du 10 décembre 2004 sur l'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles en métropole, l'ART a tenu à justifier le niveau de tarification plus élevé de Bouygues Télécom en précisant que « cet opérateur bénéficie d'économies d'échelles moindres que ses concurrents Orange France et SFR, en raison de son entrée plus tardive sur le marché ». Or, il convient de souligner que France Télécom, bien que titulaire de la licence GSM F1 étendue par arrêté du 6 octobre 1993 à l'ensemble du territoire national, a fait le choix commercial de ne pas déployer de réseau sur la zone Antilles-Guyane jusqu'en 1996. En conséquence, OUTREMER TELECOM ne peut imaginer que l'ART puisse légitimer un tarif supérieur du fait d'un retard volontaire d'Orange Caraïbe de 2 à 3 ans.

Orange Caraïbe a bénéficié par ailleurs de l'accès aux points hauts de TDF aujourd'hui largement saturés (notamment en Guyane) évitant ainsi une partie des coûts de déploiement de réseaux auxquels serait confronté tout nouvel opérateur mobile entrant.

- Orange Caraïbe bénéficie par ailleurs des avantages tirés de son intégration dans le groupe France Télécom et des synergies qui en résultent.

OUTREMER TELECOM relève par ailleurs que les tarifs de détails d'Orange Caraïbe sont relativement proches de ceux d'Orange France en. Cette pratique symétrique de prix constitue à elle seule une présomption forte de la similarité des coûts supportés par chacun de ces deux opérateurs. Orange Caraïbe n'aurait en effet aucun intérêt à pratiquer de tels prix de détail en dessous de ses coûts, dès lors qu'elle détient 82% du marché de détail en nombre d'abonnés.

2.3. En tout état de cause rien ne justifie que les coûts d'Orange Caraïbe soient supérieurs à ceux de SRR à la Réunion.

Au terme de son analyse, l'ART aboutit à un niveau de tarification de la terminaison d'appel d'Orange Caraïbe supérieur à celui de SRR pour 2005, 2006 et 2007.

Or, rien ne justifie une telle conclusion au regard du critère d'effet de volume retenu par l'ART, notamment dans sa décision n° 04-1020⁴ concernant Bouygues Télécom.

Le modèle utilisé par l'ART dans la décision précitée conduit en effet à analyser les coûts en fonction des volumes de communications. L'Autorité précise ainsi que « *les effets de volume impliquent que les coûts effectifs de Bouygues Télécom Caraïbes sont, dans une certaine mesure, supérieurs à ceux d'Orange Caraïbe, lesquels sont connus avec précision* ». (p 35 du projet de décision précité).

Or, en réalité Orange Caraïbe et SRR ont des volumes à peu près équivalents, voire même supérieurs pour Orange Caraïbe⁵. Dès lors, il apparaît incohérent de considérer qu'Orange Caraïbe puisse avoir des coûts supérieurs à ceux à SRR.

L'ART impose aux deux opérateurs (Orange Caraïbe et SRR) des pourcentages identiques de baisse, sans prendre en compte le fait que le tarif de départ est plus élevé pour Orange Caraïbe sans aucune raison légitime.

⁴ Projet de décision n°04-1020 de l'ART portant sur l'influence significative de la société Bouygues Télécom Caraïbes sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur son réseau et les obligations imposées à ce titre.

⁵ Au terme de son analyse des marchés de gros de l'accès et du départ d'appel sur les réseaux mobiles, l'ART mentionne qu'Orange Caraïbe détient 84,7% des parts de marché en trafic sortant total sur la zone Antilles-Guyane contre 81,1% pour SRR à la Réunion. Malgré la couverture géographique plus large du réseau d'Orange Caraïbe (trois départements), il est possible de comparer ses coûts relatifs aux terminaisons d'appel à ceux de SRR. En effet, Orange Caraïbe impose dans ses conventions d'interconnexion avec les opérateurs tiers de se connecter dans chaque département où sont raccordés les abonnés.

3. Incidences pour OUTREMER TELECOM d'une charge de terminaison d'appel trop élevée sur marché de détail

En raison de l'importance du parc de clients détenu par Orange Caraïbe, OUTREMER TELECOM évalue à 75% la proportion des appels sortants d'un opérateur mobile tiers tel qu'Orange Caraïbe à destination du réseau d'Orange Caraïbe. Dès lors, le niveau de la charge de terminaison d'appel facturée par Orange Caraïbe s'avère déterminant dans la structure de l'offre de détail de l'opérateur tiers.

Or, pour réussir à concurrencer Orange Caraïbe sur le marché de détail, tout opérateur mobile concurrent doit pratiquer des tarifs inférieurs à ceux proposés par l'opérateur dominant. Or, une telle politique tarifaire est impossible à mettre en œuvre en raison du niveau actuel de la terminaison d'appel d'Orange Caraïbe, deux fois supérieure à son meilleur tarif « *on net* » (cf. développements précédents).

* * *

OUTREMER TELECOM demande en conséquence à l'ART de reconsidérer son analyse et de fixer les tarifs d'Orange Caraïbe et de SRR à un niveau proche de ceux d'Orange France et de SFR.

* * *